Jean-Luc MAYAUD, La petite exploitation rurale triomphante. France, XIXe siècle, Paris, Belin, 1999, 278 p.

Pierre Lévêque

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ch/79>

DOI : 10.4000/ch.79

ISSN : 1777-5264

Éditeur

Comité historique du Centre-Est

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2000

ISSN : 0008-008X

Référence électronique

Pierre Lévêque, « Jean-Luc MAYAUD, La petite exploitation rurale triomphante. France, XIXe siècle, Paris, Belin, 1999, 278 p. », *Cahiers d'histoire* [En ligne], 45-1 | 2000, mis en ligne le 13 mai 2009, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ch/79> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ch.79>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Jean-Luc MAYAUD, La petite exploitation rurale triomphante. France, XIXe siècle, Paris, Belin, 1999, 278 p.

Pierre Lévêque

- 1 Comme le signale l'auteur dans l'avertissement, il s'agit d'une version mise à jour du mémoire qu'il avait rédigé en 1994 en vue de son habilitation, donc d'une présentation synthétique de ses recherches depuis sa thèse, soutenue dix ans plus tôt sur *Les paysans du Doubs et la Seconde République. Genèse d'une paysannerie conservatrice*, et publiée en 1986 sous le titre *Les Seconde Républiques du Doubs*¹. L'abondance impressionnante et l'extrême diversité des ouvrages et articles cités en référence dans les notes montrent, tout comme le texte lui-même, l'ampleur et la qualité du travail accompli par Jean-Luc Mayaud dans l'intervalle.
- 2 Il s'agit avant tout (le titre l'indique clairement) d'une réévaluation du rôle de la petite exploitation (définie comme celle dont la production agricole n'est pas suffisante pour assurer la subsistance d'une famille paysanne) dans la croissance économique de la Franche-Comté (d'où sont tirés naturellement la plupart des exemples), mais aussi de la France entière au XIX^e siècle. On sait à quel point la « petite culture » a été dénoncée comme nécessairement routinière par les physiocrates et à leur suite par nombre d'agronomes anglo-manes, et vouée à une rapide disparition par plusieurs théoriciens du socialisme. Or, au moins dans certaines régions où elle était très prédominante, elle a longuement subsisté, parce qu'elle a été capable d'assurer un développement viable, fondé notamment sur la pluriactivité, c'est-à-dire sur une symbiose féconde entre activités agricoles et industrielles.
- 3 Tout d'abord, dans le Jura en particulier, elle s'est pleinement associée à un processus de modernisation fondé sur l'abandon des cultures vivrières traditionnelles à faible rendement et sur une fructueuse spécialisation pastorale et fromagère. Mais surtout, elle a cherché et trouvé les ressources de complément indispensables à sa survie, non

seulement dans le travail agricole salarié (celui des « propriétaires journaliers », si répandus dans toute la France), mais dans la pratique d'une multitude de tâches relevant de l'artisanat et de la petite industrie. Selon l'heureuse formule de Jean-Luc Mayaud, l'établi est associé à l'étable dans la demeure du petit paysan, et les campagnes sont parsemées de « fermes-ateliers ». À la différence des pays de l'Ouest où domine un tissage à domicile engendrant une étroite dépendance du tisserand à l'égard du marchand fabricant de la ville, et promis au déclin par la concurrence des usines mécanisées (système qui se retrouve cependant dans la région de Montbéliard), il s'agit le plus souvent soit de petites entreprises autonomes (dont la taillanderie hydraulique de Nans-sous-Sainte-Anne, encore en activité dans les années 1960, est un des meilleurs exemples), soit d'ateliers spécialisés dans des productions très variées (horlogerie, boissellerie, lunetterie, taille des pierres précieuses, fabrication d'instruments de mesure...), groupés par villages, liés le plus souvent à un négoce lui-même rural, et susceptibles, le cas échéant, de reconversion.

- 4 La survie et même, dans bien des cas, la prospérité de ce « système agro-industriel » ont été favorisées par de multiples solidarités. La solidarité familiale d'abord : elle entraîne une répartition judicieuse des travaux entre les membres du groupe ; elle autorise le cas échéant la migration temporaire d'un de ceux-ci tandis que les autres assurent le fonctionnement de l'entreprise sur place ; elle se traduit par l'adoption de stratégies visant à éviter un morcellement qui pourrait être fatal, et par l'existence de nombreux ménages complexes, « communions » ou « frêrèches ». Mais plus encore peut-être la solidarité villageoise : on est ici en pays de très solides communautés rurales, riches en biens collectifs, forêts où la pratique de l'affouage donne aux « petits » la possibilité de se procurer gratuitement leur bois de chauffage et même de construction, pâturages où ils peuvent envoyer leurs modestes troupeaux. La vaine pâture sur les terres privées après la récolte est encore largement pratiquée, et Jean-Luc Mayaud rappelle à juste titre que même après la loi de 1889 théoriquement destinée à l'abolir, elle a été maintenue dans 8 370 des 37 147 communes françaises, soit 22,5 % (davantage si l'on défalquait celles où elle n'existait pas). Bien loin d'être, comme on l'en a souvent accusé, un frein au développement, ce système agraire a permis ici à la masse de la population d'y être associée. On peut en dire autant de la fruitière traditionnelle, qui assure la coopération de tous les éleveurs, grands ou petits, et la commercialisation de leurs produits, et qui se répand en dehors de sa zone d'origine. Enfin la richesse des communes les rend capables de financer des travaux dont bénéficient les plus humbles : chemins, abreuvoirs, locaux pour les fruitières et surtout écoles (le Doubs est un des départements les plus précocement alphabétisés de France, et l'instruction primaire est une arme de choix pour les pluriactifs impliqués dans les circuits commerciaux).
- 5 L'État, lui aussi, a joué son rôle dans la promotion de cette « démocratie rurale », où bien sûr la propriété et la réussite ne sont pas également réparties, mais où chacun, quelles que soient ses ressources, doit pouvoir conserver sa place. Il a soutenu l'effort de scolarisation, s'est préoccupé du développement de l'enseignement agricole, a multiplié les concours et les comices, autorisé à partir de 1884 la formation de syndicats ouverts à tous, impulsé la création de mutuelles d'assurances et de crédit. Le protectionnisme de Méline lui-même, dont on a le plus souvent fait ressortir les effets négatifs, a contribué d'une certaine façon à préserver la croissance économique et l'équilibre social du monde « agro-industriel ». Même si ces efforts ont déjà été entrepris par les régimes précédents, c'est surtout la Troisième République qui les a

amplifiés et qui en a finalement recueilli le bénéfice politique : le ralliement d'une paysannerie conservatrice et foncièrement catholique.

- 6 On se trouve donc en présence d'une réussite globale dont Jean-Luc Mayaud a analysé les conditions et les résultats avec une précision qui repose sur une érudition parfaitement maîtrisée, et un pittoresque qui donne beaucoup d'agrément à la lecture de son livre. On ne peut cependant éviter de se poser quelques questions. Indispensable à la survie d'exploitations souvent minuscules, la pluriactivité n'était-elle pas parfois génératrice d'un excès de travail, au moins pendant la belle saison ? Les succès signalés n'étaient-ils pas assez souvent ceux des « moyens » (ainsi ce taillandier, « électeur censitaire à 204 F », à l'intérieur coquettement meublé) plutôt que des « petits » ? Surtout, le modèle jurassien était-il susceptible de généralisation ? On évoquera, bien sûr, avec l'auteur, des exemples de reconversions réussies par la petite paysannerie regroupée en coopératives, maraîchers du Vaucluse ou vigneron charentais devenus producteurs de lait et de beurre (le rôle de l'industrie rurale étant d'ailleurs ici problématique). Mais quel pouvait être le sort des « petits » dans les pays de hiérarchie capitaliste du Bassin parisien, dans le Bourbonnais des grands domaines et du métayage, ou même dans les démocraties rurales des plateaux bourguignons, vouées à l'exode par l'effondrement de la sidérurgie ?
- 7 Ces remarques, cependant, n'enlèvent rien à la cohérence de la démonstration de Jean-Luc Mayaud. Comme le prouveraient aussi bien des exemples pris hors de France (ainsi dans les pays scandinaves), la grande propriété et la grande exploitation n'étaient pas, au XIX^e siècle, la seule voie du développement agricole. Dans l'environnement favorable créé par la dissémination de l'industrie, la cohésion de la communauté, la sollicitude de l'État, les « petits » pouvaient aussi être porteurs du progrès et cesser d'être des pauvres pour parvenir « aux limites de l'aisance ».

NOTES

1. Jean-Luc MAYAUD, *Les Secondes Républiques du Doubs*, Paris, Les Belles-Lettres, 1986, 475 p.